



© DG Trésor

## Lettre économique d'Egypte

N° 64 – Septembre 2016

*Chers amis lecteurs et lectrices de la Lettre économique d'Egypte, vous avez pu lire dans le numéro d'août le dernier éditorial de Franc Sécula, teinté d'émotion après les cinq années qu'il a passées au Caire en tant que Chef du service économique. Comme il le disait alors lui-même, ce furent des années « riches et mouvementées ». En lui succédant à ce poste, je voulais lui rendre hommage pour le travail qu'il a accompli au service de la présence économique française en Egypte. J'ai pris mes fonctions le 1<sup>er</sup> septembre et j'aurai très vite l'occasion de croiser nombre d'entre vous. D'ores et déjà, sachez que ma porte vous est ouverte. J'arrive à un moment crucial pour l'Egypte, engagée dans un train de réformes importantes avec l'objectif de conclure un accord avec le FMI, à l'issue duquel est attendue par tous une amélioration de la situation économique, financière, et surtout monétaire du pays. Nous sommes tous convaincus de l'importance du secteur privé pour assurer la prospérité d'un pays, pour autant que les conditions de son développement soient assurées : le premier article de ce numéro de la Lettre économique d'Egypte nous met immédiatement dans l'ambiance.*

*Jérôme Baconin*

*Conseiller économique*

### Conjoncture économique

### Les freins au développement du secteur privé en Egypte

Laurent Boulan

[laurent.boulan@dgtresor.gouv.fr](mailto:laurent.boulan@dgtresor.gouv.fr)



[Télécharger le rapport](#)

[Regarder la vidéo de présentation du rapport](#)

[Explorer quelques données de l'enquête](#)

En 2013 et 2014, la BERD, la BEI et la Banque Mondiale ont mené une enquête auprès de plus de 6000 entreprises dans huit pays de la région MENA (Djibouti, Egypte, Maroc, Jordanie, Liban, Palestine, Tunisie, Yémen). L'objectif était de comprendre le rôle croissant joué par le secteur privé et d'identifier les principales contraintes pesant sur son développement.

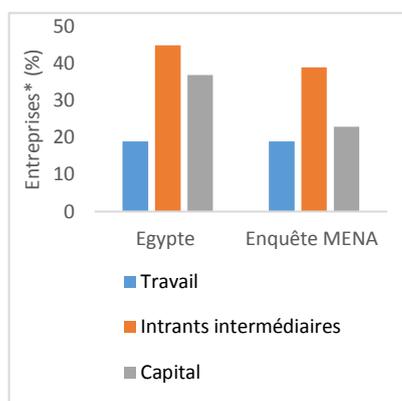
En Egypte, ce sont 2897 entreprises représentatives du secteur privé formel qui ont été interrogées. Près de 49% d'entre elles ont identifié l'instabilité politique comme le principal obstacle à leur développement. L'accès au financement a été mentionné comme le principal frein pour 10% des firmes et 9% d'entre elles ont considéré qu'il s'agissait de la fourniture d'électricité<sup>1</sup>. Puis viennent la corruption<sup>2</sup> (pour 6% des firmes) et l'obtention de licences et de permis (pour 5% des firmes).

<sup>1</sup> En 2012, année fiscale de référence pour l'étude, l'Egypte a dû faire face à des ruptures d'approvisionnement en électricité qui ont causé une baisse de productivité et un repli des ventes.

<sup>2</sup> Si la corruption n'est mentionnée comme principal obstacle que par 6% des firmes, 59% d'entre elles considèrent néanmoins qu'il s'agit d'un obstacle considérable.



**Parts médianes des facteurs de production**



\* entreprises manufacturières

Source : Enquête MENA

L'étude montre que **l'accès au financement demeure un problème majeur pour l'économie égyptienne**. En l'occurrence, **seul 6% des entreprises égyptiennes ont affirmé bénéficier d'un prêt bancaire ou d'une ligne de crédit** alors même que 30% d'entre elles ont déclaré en nécessiter un. En cause notamment, **les fortes garanties demandées** : plus de 92% des prêts bancaires sont adossés à une garantie et le ratio exigé entre la garantie et le montant du prêt est parmi les plus élevés de la région (272% en moyenne). **Déconnectées des marchés financiers, les entreprises égyptiennes ont largement recours à l'autofinancement**. Ainsi, 70% d'entre elles ont affirmé ne pas avoir sollicité de prêt car étant suffisamment dotées en capital. **Or ces dernières ont de facto une propension beaucoup faible à investir et à développer ainsi leur activité**.

L'enquête met également en évidence **l'intensité capitaliste élevée des entreprises manufacturières en Égypte**. Cela peut s'expliquer en partie par **l'existence de subventions à l'énergie** qui provoquent des distorsions dans les structures de production en favorisant les industries à forte intensité énergétique et capitaliste. **Ces subventions augmentent le coût relatif du travail et limitent donc les opportunités de création d'emplois**. D'autre part, l'étude montre que si le niveau de productivité de la main d'œuvre des entreprises manufacturières égyptiennes est équivalent à celui observée dans des économies similaires, **la productivité totale des facteurs<sup>3</sup> est à la traîne**.

L'Égypte souffre par ailleurs d'un manque de formation technique et professionnelle. **En effet, seul 5% des entreprises égyptiennes ont affirmé dispenser une formation professionnelle**, un taux bien inférieur à la moyenne des économies couvertes par l'étude (17%). En cause, le taux particulièrement faible de petites (2%) et moyennes (6%) entreprises qui proposent une telle offre alors que ces dernières constituent plus de 90% du tissu productif. **Or le manque de travailleurs qualifiés touche particulièrement les entreprises à forte croissance, ce qui se répercute fortement sur le niveau de productivité général**.

Enfin, la dernière partie de l'enquête se concentre sur le commerce et l'innovation. Elle révèle que près de la moitié des entreprises manufacturières en Égypte ne sont ni importatrices, ni exportatrices. **Ce manque d'ouverture sur le commerce international dû à la taille du marché domestique découragerait l'innovation** et ralentirait l'augmentation de la productivité de la main d'œuvre. En outre, **seulement 25% des entreprises égyptiennes ont affirmé être engagées dans un processus d'innovation<sup>4</sup>**, contre 40% en moyenne dans la région. De même, **à peine 3% des entreprises égyptiennes ont déclaré investir dans l'acquisition de connaissances (R&D, achat de technologies)**. Ce taux atteint 5% dans le secteur high-tech, un niveau qui reste particulièrement faible en comparaison avec les autres économies de la région couvertes par l'enquête (23% en moyenne). D'après l'étude, cette situation est due au fait que le marché égyptien est dense et mal desservi, ce qui signifierait que **les entreprises n'aient pas à se livrer concurrence pour attirer des clients et ne ressentiraient donc pas le besoin d'innover**.

<sup>3</sup> Combinaison de la main d'œuvre, des intrants intermédiaires et du capital.

<sup>4</sup> Innovation technologique (introduction de nouveaux produits et processus) ou non-technologique (nouvelles méthodes marketing et organisationnelles).

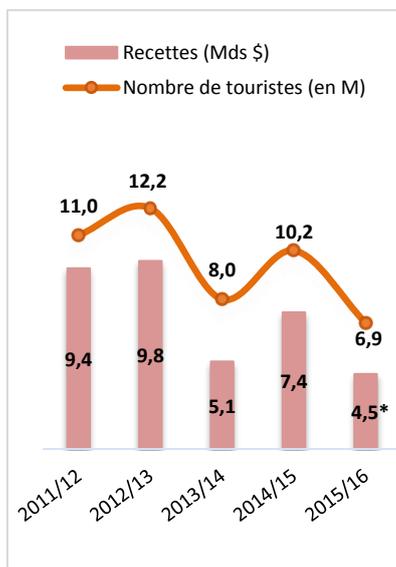


## Conjoncture économique La situation du tourisme en Egypte en 2015/16

Laurent Boulan

[laurent.boulan@dgtresor.gouv.fr](mailto:laurent.boulan@dgtresor.gouv.fr)

Evolution des entrées et des recettes touristiques au cours des cinq dernières années fiscales



\* Le ministère des Finances estime que les revenus issus du tourisme devraient être compris entre 4 et 4,5 Mds \$ pour l'année 2015/16

Source : BCE

Conséquence directe de la destruction d'un avion russe au-dessus du Sinaï en octobre 2015, **le tourisme international en Egypte a connu une année noire en 2015/16.**

**En premier lieu, le nombre de touristes a chuté de 33%**, passant de 10,2 M en 2014/15 à 6,8 M en 2015/16. Cette évolution est entièrement due à **la baisse des entrées touristiques en provenance d'Europe** (-44,5% à 4,3 M), laquelle s'explique principalement par **l'effondrement des arrivées en provenance de Russie** (-66% à 1M) **et du Royaume-Uni** (-47% à 0,5 M). On notera que le tourisme en provenance de l'Allemagne, troisième pays d'origine, s'est globalement maintenu (-1% à 0,86 M) et ce malgré les interdictions de vol. **Le tourisme en provenance de France, en déclin depuis cinq ans, a poursuivi sa chute** (-18% à 118 000). Par conséquent, si l'Europe demeure la première zone d'origine des touristes, elle représente désormais moins des 2/3 de l'ensemble des touristes, contre les 3/4 traditionnellement.

**Les entrées en provenance du Moyen-Orient, seconde région d'origine, sont restées stables** (-0,1% à 1,425 M, 21% du total). Elles précèdent celles en provenance d'Afrique, d'Asie-Pacifique et des Amériques, **toutes en hausse**. On notera notamment **l'intérêt croissant des touristes chinois pour l'Egypte** (+37%) même si **le nombre de visiteurs demeure modeste** (135 500 ; 2% du total).

**En second lieu, le nombre de nuitées a baissé de 48 %**, passant de 99,2 à 51,8 M. Ceci s'explique non seulement par **la baisse de la fréquentation touristique** mais également par **la réduction de la durée moyenne des séjours, qui passe de 9,7 à 7,3 nuits**. Les touristes européens (-2 nuits) et ceux issus des pays du Moyen-Orient (-3 nuits) ont notamment tendance à rester moins longtemps en Egypte. On remarquera que la durée moyenne de séjour des touristes asiatiques est restée stable (5,4 nuits) malgré la multiplication des troubles sécuritaires.

Du fait de la chute des arrivées de touristes et de la baisse prononcée de la durée des séjours, **les recettes touristiques se sont écroulées**, passant de 7,4 Mds \$ en 2014/15 à un montant compris entre **4 et 4,5 Mds \$ en 2015/16**. Ce plongeon est néanmoins atténué par l'augmentation du niveau moyen de dépenses par nuitée (+13 \$ à 87 \$).

Les conséquences de ce sinistre sur l'industrie sont lourdes et **plus de 220 hôtels auraient été fermés** depuis le crash de l'avion Metrojet. Néanmoins, **les signaux positifs se sont récemment multipliés et permettent d'ores et déjà de prévoir un rebond de l'activité**. En effet, la compagnie Turkish Airlines a repris sa liaison régulière entre la Turquie et Charm El Cheikh le 10 Septembre. Les vols charters entre l'Allemagne et Charm El Cheikh assurés par les compagnies Germania et Sun Express devraient reprendre cet automne. Du fait d'une croissance de la demande, le principal tour opérateur allemand, FTI, a même prévu de renforcer son programme de vols vers l'Egypte pour la saison hiver. Enfin, **le renforcement en cours de la sécurité aéroportuaire permet d'anticiper la reprise des vols au départ de Russie** (une délégation russe s'est rendue début septembre en Egypte pour procéder à une nouvelle évaluation de la sécurité dans les aéroports).

Par ailleurs, les autorités ont lancé plusieurs campagnes de promotion publicitaire, notamment auprès des agences de voyage. Elles ont également annoncé **l'augmentation prochaine des subventions aux compagnies charter**, qui devrait catalyser la reprise.



## Relations bilatérales

## Le président Sissi en visite en Inde

Laurent Boulan

[laurent.boulan@dgtresor.gouv.fr](mailto:laurent.boulan@dgtresor.gouv.fr)

**Le président Sissi s'est rendu en Inde pour une visite officielle de trois jours du 1<sup>er</sup> au 3 Septembre.** Il était accompagné du ministre des Affaires Etrangères, du ministre du Commerce et de l'Industrie ainsi que d'une délégation d'hommes d'affaires. Il a rencontré son homologue Pranab Mukherjee, le Premier ministre Narendra Modi, la ministre des Affaires Etrangères Sushma Swaraj, le vice-président Hamid Ansari ainsi que les représentants de grands groupes indiens (Tata, Mahindra, Hinduja) et des membres du comité égypto-indien des affaires.

A l'occasion de cette visite, l'Inde et l'Egypte se sont engagés à renforcer leurs liens économiques. **Les deux pays se sont fixés comme objectif de faire passer le commerce bilatéral de 3 à 8 Mds \$ par an** au cours de la prochaine période. **Ils ont également convenu d'intensifier les investissements bilatéraux.** En outre, le président Sissi a encouragé les entreprises indiennes à profiter des opportunités offertes par la Zone Economique du Canal de Suez, notamment dans les domaines de la pétrochimie, de l'énergie, de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, de la formation professionnelle et des TIC.

La visite a vu la signature d'un **MoU entre le fabricant indien de téléphones portables Lava et la compagnie égyptienne Easy Group** pour créer une joint-venture. Cette joint-venture permettra à Lava de pénétrer les marchés égyptien et africain et devrait aboutir à la création de 10 000 emplois en Egypte au cours des cinq prochaines années. **Un MoU a également été signé dans le domaine du transport maritime.** De surcroît, le ministre de l'Industrie Tarek Qabil a annoncé que **la compagnie indienne Nmc HealthCare va construire une « cité médicale » en Egypte** (hôpitaux, facultés de médecine, centres médicaux, installations connexes) pour un investissement d'environ 1,6 Mds \$.

**L'Inde est un partenaire économique important de l'Egypte.** D'après la Banque Centrale égyptienne, **l'Inde est le 9<sup>ème</sup> partenaire commercial de l'Egypte en 2014/15** (3,2 Mds \$ de flux commerciaux bilatéraux), **son 13<sup>ème</sup> fournisseur** (1,7 Mds \$ d'importations) et **son 5<sup>ème</sup> client** (1,5 Mds \$ d'exportations). Par contre, **l'Inde demeure un investisseur mineur avec des IDE qui sont élevés à 6,1 M \$ en 2014/15** (21,5 M \$ en 2013/14). **Plus de 50 compagnies indiennes seraient implantées en Egypte pour un stock d'IDE d'environ 3 Mds \$.** Présentes dans une forte variété de secteurs (pétrochimie, pharmacie, textile...), **elles emploieraient plus de 21 000 égyptiens** et contribueraient à l'emploi total de plus de 35000 personnes.

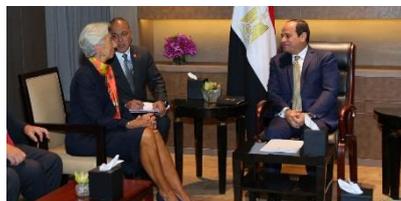
## Relations multilatérales

L'Egypte participe au 11<sup>ème</sup> sommet du G20

Laurent Boulan

[laurent.boulan@dgtresor.gouv.fr](mailto:laurent.boulan@dgtresor.gouv.fr)

**Invité d'honneur du président chinois Xi Jinping, le président Sissi a participé au sommet du G20** qui s'est tenu à Hangzhou les 4 et 5 Septembre. Il était accompagné des ministres des Affaires Etrangères, des Finances, du Commerce et de l'Industrie ainsi que du Gouverneur de la Banque Centrale. **C'est la première fois qu'une délégation égyptienne participe au G20 depuis sa création en 1999.**



Cette 11<sup>ème</sup> édition avait, entre autres, pour objectif de renforcer la coordination des politiques afin de promouvoir une croissance économique inclusive. Elle est intervenue dans un contexte de ralentissement de l’économie mondiale dû à la faiblesse des échanges commerciaux et des investissements ainsi qu’au creusement des inégalités.

En marge du sommet du G20, **le président Sisi s’est entretenu avec la directrice du FMI, Christine Lagarde**, qui a salué les réformes structurelles mises en œuvre par le gouvernement égyptien pour réduire le taux de chômage et le niveau de dette publique. De son côté, le Président Sisi a mis en avant **la volonté du gouvernement égyptien de conjuguer croissance économique, stabilité fiscale et protection des classes populaires et moyennes**.



Le président Sisi a également **rencontré les chefs d’Etat ou de gouvernement chinois, allemand, français, japonais, coréen, argentin, russe et australien ainsi que le vice-prince héritier d’Arabie Saoudite**. Il a notamment fait part au président argentin de sa volonté **de finaliser la signature de l’accord de libre-échange entre l’Egypte et le Mercosur**. Il a également **convenu avec le président russe d’envoyer une délégation de haut niveau en Egypte** pour finaliser les études techniques nécessaires à la reprise des vols entre les deux pays. Enfin, on notera que François Hollande lui a assuré **le soutien de la France au programme de réforme économique** mis en œuvre par son gouvernement.



## Politiques publiques

### Forte hausse des tarifs de l’électricité

Ludovic Haren

[ludovic.haren@dgtrésor.gouv.fr](mailto:ludovic.haren@dgtrésor.gouv.fr)

Début août, le ministre de l’Electricité a annoncé une hausse des tarifs de l’électricité, la troisième depuis 2014.

Pour les particuliers, **les prix augmentent de 13 à 47% selon les tranches de consommation**. La tranche la plus basse est la plus impactée par cette hausse. Il s’agit d’un changement important par rapport à l’année précédente : **en 2015 les 3 premières tranches de consommation avaient été épargnées par la hausse**.

Tranches (kWh)	Ancien tarif /kWh	Nouveau tarif /kWh	Augmentation (en %)
0-50	7,5 piastres	11 piastres	47%
51-100	14,5 piastres	19 piastres	31%
100-200	16 piastres	21,5 piastres	34%
201-350	30,5 piastres	42 piastres	37,7%
351-650	40,5 piastres	55 piastres	35,8%
651-1,000	71 piastres	95 piastres	33,8%
1,000+	84 piastres	95 piastres	13%



Lettre économique d'Egypte n°64 –Septembre 2016 © DG Trésor

Pour les usagers commerciaux, une nouvelle grille tarifaire est introduite (fusion de tranches) et **les prix augmentent en moyenne plus que pour les usagers résidentiels.**

Tranches (kWh)	Nouveau tarif /kWh
0-100	35 piastres
0-600	69 piastres
601-1000	96 piastres
1,000+	96 piastres

Ces nouveaux tarifs sont applicables rétroactivement au 1er juillet. Cette nouvelle hausse des tarifs s'inscrit dans le plan de réduction des subventions au secteur énergétique sur 5 ans initié en 2014. Pour l'exercice 2016/17, **les subventions à l'électricité devraient atteindre 28,9 Mds LE (environ 3 Mds €)**. Selon le ministre de l'Electricité, **cette hausse des tarifs permettra de réduire les subventions d'une vingtaine de milliards de livres égyptiennes.**

## Brèves et indicateurs

## Brèves économiques

Laurent Boulan

[laurent.boulan@dgtresor.gov.fr](mailto:laurent.boulan@dgtresor.gov.fr)

- L'indice PMI s'est établi à 47 au mois d'août 2016. **Ce score marque un onzième mois consécutif de dégradation de l'activité dans le secteur privé hors hydrocarbures.**

- D'après le ministre du Plan, **la croissance en volume du PIB s'est élevée à 3,6% au 3<sup>ème</sup> trimestre 2015/16**, contre 3,3% au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014/15. **Elle devrait s'établir à 4,4% sur l'ensemble de l'année fiscale 2015/16.**

- Calculée en glissement annuel, **l'inflation s'établissait à 15,5% à la fin du mois d'août.**

- D'après le ministre du Pétrole, les investissements des compagnies pétrolières étrangères sont passés de 7,5 Mds \$ en 2014/15 à **6,6 Mds \$ en 2015/16.**

- D'après le ministère du Pétrole, les arriérés dus aux compagnies pétrolières étrangères ont été ramenés de 3,5 Mds \$ fin juin 2015 à **3,4 Mds \$ fin juin 2016.**

- D'après l'Autorité du Canal de Suez, les recettes du Canal sont passées de 2,977 Mds \$ au cours des sept premiers mois de l'année 2015 à 2,919 Mds \$ au cours des sept premiers mois de l'année 2016, **soit une baisse de 1,9%.**

- Calculées en termes nets, **les réserves en devises de la Banque Centrale ont atteint 16,56 Mds \$ au mois d'août 2016.**



**Brèves et indicateurs**

**Indicateurs**

Indicateurs trimestriels		Jan-Mars 2014/15	Avril-Juin 2014/15	Juil-Sept 2015/16	Oct-Dec 2015/16	Jan-Mars 2015/16
<b>Taux de croissance réel du PIB (y/y) aux prix du marché</b>		3,3	4,5	5,1	3,8	3,6
<b>Comptes externes en Mds USD</b>	<b>Solde commercial</b>	-9,2	-9,5	-9,9	-9,6	-9,9
	<i>dont hydrocarbures</i>	-0,7	-1,2	-1,1	-1,2	-0,6
	<b>Balance des services</b>	0,2	0,8	1,7	0,5	0,2
	<i>Revenus du tourisme</i>	1,5	1,9	1,7	1	0,6
	<i>Revenus du canal de Suez</i>	1,2	1,3	1,4	1,3	1,2
	Transferts privés (nets)	5	4,9	4,3	4	4,1
	<b>Compte courant</b>	-4,0	-3,8	-3,9	-5	-5,5
	<b>Compte de capital et financier</b>	5,9	11,3	1,5	4,2	8,2
	<i>dont flux nets d'IDE</i>	2,5	1,3	1,4	1,7	2,8
	<i>dont flux nets d'inv. de portefeuille</i>	0,03	1,4	-1,4	-0,2	0,08
	<b>Balance des paiements</b>	-0,03	4,8	-3,7	0,3	0,2
Indicateurs mensuels 2015 - 2016		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août
<b>Inflation (y/y) en %</b>	IPC urbain	10,3	12,3	14,0	14,0	15,5
	Inflation sous-jacente	9,5	12,2	12,4	12,3	13,2
<b>Taux d'intérêts (corridor BCE) en %</b>	Taux de rémunération des dépôts	10,75	10,75	11,75	11,75	11,75
	Taux de refinancement	11,75	11,75	12,75	12,75	12,75
<b>Taux de change moyenne mensuelle</b>	LE pour 1EUR	10,07	10,03	9,98	9,83	9,94
	LE pour 1USD	8,88	8,88	8,88	8,88	8,88
<b>Réserves officielles (en Mds USD) à la fin du mois</b>		17,01	17,52	17,55	15,54	16,56

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique du Caire (adresser les demandes à [jerome.baconin@dgtrésor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtrésor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité**

Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Economique du Caire

Adresse : 10 rue Sri Lanka – Zamalek – Le Caire

Rédigée par : Ludovic Haren, Laurent Boulan

Revue par : Guilhem Roger, Jérôme Baconin

Version du 13/09/2016